

Service interministériel  
d'animation des politiques publiques  
Pôle environnement et transition énergétique

## ARRÊTÉ N° 41-2020-01-13-001

mettant en demeure la société MINIER SA de régulariser la situation administrative  
de la carrière située lieu-dit « Les Fourneaux » à SARGÉ SUR BRAYE

**Le Préfet de Loir-et-Cher,**  
**Chevalier dans l'Ordre National de la Légion d'Honneur,**  
**Chevalier dans l'Ordre National du Mérite,**

Vu le Code de l'Environnement ;

Vu le décret du 27 mars 2019 portant nomination de Monsieur Yves ROUSSET en qualité de Préfet de Loir-et-Cher ;

Vu l'arrêté préfectoral du 15 mai 2013 autorisant la société MINIER SA à exploiter une carrière à SARGÉ SUR BRAYE ;

Vu le jugement du Tribunal administratif d'ORLÉANS du 29 septembre 2015 annulant la dite autorisation ;

Vu l'arrêt du 18 avril 2017 par lequel la Cour administrative de NANTES a confirmé l'annulation de l'arrêté préfectoral du 15 mai 2013 ;

Vu la demande d'autorisation environnementale déposée par la société MINIER SA le 23 juillet 2018, complétée le 11 octobre 2019, relative à l'exploitation de la carrière de SARGÉ SUR BRAYE ;

Vu l'arrêté préfectoral du 26 décembre 2019 rejetant cette demande ;

Vu le courrier de Monsieur le préfet du 27 décembre 2019 transmis à l'entreprise MINIER SA dans le cadre de la procédure contradictoire ;

Vu le courrier de l'exploitant du 3 janvier 2020 ;

Considérant que, bénéficiant d'un arrêté préfectoral du 15 mai 2013, la société MINIER SA a pu commencer à exploiter la carrière de sable située au lieu dit « Les Fourneaux » à SARGÉ SUR BRAYE ;

Considérant que l'arrêté autorisant la société MINIER SA à exploiter cette carrière a été annulé par un jugement du Tribunal administratif d'ORLÉANS du 29 septembre 2015 et que la Cour administrative d'appel de NANTES a confirmé cette annulation par un arrêt du 17 avril 2017 ;

Considérant que la demande d'autorisation environnementale pour exploiter cette carrière, déposée en préfecture de Loir-et-Cher le 23 juillet 2018 et dont les compléments demandés ont été reçus le 11 octobre 2019, a été rejetée par arrêté préfectoral du 26 décembre 2019 en raison de son irrégularité ;

Considérant qu'il découle de ces faits que la société MINIER SA ne dispose d'aucune autorisation pour exploiter la dite carrière et qu'il convient en conséquence de régulariser cette situation ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1 – Mise en demeure**

La société MINIER SA est mise en demeure de régulariser la situation administrative de la carrière située au lieu dit « Les Fourneaux » à SARGÉ SUR BRAYE. À cette fin, elle devra :

- soit déposer en préfecture une demande d'autorisation environnementale en vue d'une future exploitation, ce dossier devant notamment comporter les justifications précises de l'impact de l'activité sur la circulation et la sécurité routières (**délai : deux mois à compter de la notification du présent arrêté**)
- soit remettre le site dans son état initial (**délai : six mois à compter de la notification du présent arrêté**)

### **Article 2 – Délais et voies de recours**

Conformément à l'article L. 514-6 du Code de l'Environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au Tribunal administratif d'ORLÉANS (28 rue de la Bretonnerie – 45057 ORLÉANS Cedex 1) :

1. par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où ledit arrêté leur a été notifié ;
2. par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :
  - a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues à l'article 3 ;
  - b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture de Loir-et-Cher dans les conditions prévues à l'article 3 du présent arrêté.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le Tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérécourse accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais susmentionnés.

### **Article 3 – Notifications – publications**

Le présent arrêté sera :

- notifié par lettre recommandée avec accusé de réception à la société MINIER SA,
- inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Loir-et-Cher,
- publié sur le site internet des services de l'État en Loir-et-Cher pendant une durée minimale de quatre mois.

En vue de l'information des tiers, une copie en sera adressée à :

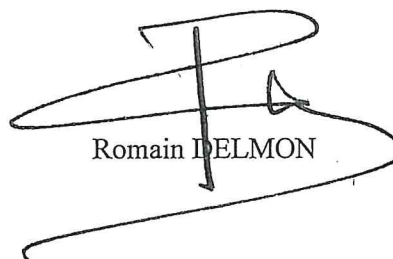
- Madame la sous-préfète de VENDÔME,
- Monsieur le maire de SARGÉ SUR BRAYE, qui devra l'afficher pendant une durée minimum d'un mois et devra justifier de l'accomplissement de cette formalité,
- Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Centre-Val de Loire.

#### Article 4 – Exécution

Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Loir-et-cher, Monsieur le maire de SARGÉ SUR BRAYE, Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Blois, le 13 JAN. 2020

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,



Romain DELMON

